

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

Colomiers, le 25/07/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIRBUS OPERATIONS SAS St Martin du T
316 Route de Bayonne
31060 Toulouse

Références : 2024/399
Code AIOT : 0006802353

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement AIRBUS OPERATIONS SAS St Martin du T implanté 316 Route de Bayonne BP M6513 31060 Toulouse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRBUS OPERATIONS SAS St Martin du T
- 316 Route de Bayonne BP M6513 31060 Toulouse
- Code AIOT : 0006802353 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société Airbus Operations SAS, site de Saint-Martin-du-Touch, est spécialisée dans le domaine de la construction aéronautique et spatiale et est située 316 Route de Bayonne – BP M6513 à Toulouse (31060).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 4.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
2	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois
3	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
5	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
7	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
6	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
8	Respect VLE PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site Airbus Operations de Saint Martin du Touch est concerné par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation compte-tenu de l'utilisation sur site de substances PFAS.

L'exploitant a effectué entre décembre 2023 et février 2024 trois campagnes de prélèvements sur ses effluents pour analyser les PFAS listés à l'arrêté ministériel sus-mentionné. Les échanges et constatations conduits lors de la visite, amènent l'inspection à conclure que les analyses effectuées par Airbus Operations ne permettent pas de répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Cette position est motivée par :

- l'absence de mesures sur une partie des effluents d'eaux usées (2 Customer Lines « tarmac » et FAL A350 (bâtiment M50) + salles de peinture)
- l'absence de mesures sur une partie des eaux pluviales du site,
- l'élaboration de la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par l'installation n'a été effectuée qu'à partir de la recherche des 28 PFAS listées dans l'arrêté ministériel. Aucune recherche spécifique sur les activités du site susceptibles d'utiliser des PFAS n'a été conduite en dehors des émulseurs.


L'exploitant a présenté à l'inspection son plan PFAS qui comporte 3 axes :

- déterminer par mesures s'il y a des PFAS dans les eaux entrantes sur les sites Airbus (analyses prévues pour l'automne 2024),
- déterminer si des déversement de produits peuvent être corrélés aux résultats des mesures (pas de corrélation établie),
- déterminer si des activités industrielles des sites Airbus pourraient générer des rejets aqueux contenant des PFAS.

L'exploitant a également indiqué qu'il disposait d'une feuille de route pour le remplacement des émulseurs de son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 4.2.2.
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Gestion des effluents
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître: - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant a présenté en séance un plan des réseaux d'eaux usées et un plan des réseaux d'eaux pluviales. Ces plans étaient datés de 2017. L'exploitant indique que des modifications ont eu lieu sur le site mais que les réseaux n'ont pas fait l'objet de modifications à l'exception de la zone soumise aux travaux de Tisséo pour la construction de la nouvelle ligne de métro et de la construction de locaux tertiaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un plan des réseaux (eaux usées et eaux pluviales) à jour.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 Mois

N° 2 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin de déterminer les PFAS susceptibles d'être présents sur le site, l'exploitant a :</p> <ul style="list-style-type: none">- recherché, dans sa base de données des fiches de données de sécurité (FDS), des correspondances avec les n°CAS des PFAS listées dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023,- analysé les FDS des émulseurs présents sur le site. <p>Cet exercice a conduit à identifier deux FDS d'émulseurs : une mentionnant simplement la présence de PFAS dans le produit sans précision du/des noms de la/les substances, une deuxième fiche précisant le nom d'une substance et son pourcentage massique dans le produit.</p> <p>L'exploitant indique avoir engagé un plan de rétrofit des émulseurs de son site pour éliminer les produits dont les dates limites d'utilisation sont proches.</p> <p>L'inspection indique à l'exploitant que les restrictions applicables aux PFAS dans les mousses anti-incendie ne portent que sur certaines substances et que la présence de PFAS, y compris dans des émulseurs récents, est possible.</p> <p>L'exploitant indique avoir prévu dans son plan d'action PFAS une identification des activités susceptibles de générer des PFAS dans les rejets aqueux. Compte-tenu de la multiplicité des fournisseurs, des produits, des process entrant en jeu dans les activités du site, l'exploitant précise que cet exercice ne peut être réalisé à court terme au risque de ne pas être exhaustif. L'exploitant prévoit d'interroger ses fournisseurs et sous traitants.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier pourquoi la substance identifiée dans la FDS d'un émulseur n'a pas fait l'objet d'analyse.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de formaliser sa liste des PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées sur son site de St Martin, en identifiant notamment les <u>PFAS non listées</u> dans l'arrêté ministériel. L'exploitant peut proposer un séquençage de cet exercice en priorisant les activités les plus susceptibles de mettre en œuvre des PFAS.</p>

Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé.

Respect de la prescription : 


Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription


Proposition de délais : 2 Mois

N° 3 : Réalisation des campagnes d'analyse


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a effectué des prélèvements et analyses sur 6 points de ses réseaux (3 points pour le réseau d'eaux usées, 3 points sur le réseau d'eaux pluviales). Ces 6 points ont fait l'objet de 3 prélèvements :</p> <ul style="list-style-type: none">• 21 décembre 2023,• 9 janvier 2024,• 2 février 2024. <p>L'exploitant a indiqué sur les plans réseaux les différents points de prélèvements. L'inspection constate que les prélèvements n'ont pas été effectués sur l'intégralité des effluents sortants du site. Pour les eaux usées, les prélèvements effectués ne prennent pas en compte les effluents provenant du tarmac et de la zone d'assemblage A350. De la même manière, les eaux pluviales d'une partie non négligeable du site n'ont pas fait l'objet d'analyse.</p> <p>Sur les effluents prélevés, 28 PFAS (20 + 8) et l'AOF ont été analysés. Il s'agit des 20 PFAS listées aux 2° et 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel PFAS du 20 juin 2023. Des concentrations en AOF de 1000 et 690 µg/L ont été quantifiées sur des effluents d'eaux usées.</p> <p>Compte-tenu de l'activité du site, de la méthodologie d'élaboration de la liste visée à l'article 2 de l'arrêté ministériel, des concentrations en AOF quantifiées, l'inspection s'interroge sur l'exhaustivité des substances analysées.</p> <p>Considérant les éléments ci-dessus, l'inspection considère que les analyses effectuées ne sont pas exhaustives et ne permettent pas d'apprécier avec fiabilité le niveau d'émission en PFAS du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre un descriptif, accompagné d'un schéma simplifié, des prélèvements effectués entre décembre 2023 et février 2024. Pour chaque point prélevé, l'exploitant précise l'origine des effluents et, le cas échéant, les activités réalisées dans les zones de collecte.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle campagne d'identification et d'analyses des substances PFAS de son site sur 3 mois consécutifs. Cette campagne doit permettre d'analyser l'ensemble des effluents du site et les eaux pluviales de la totalité du site. Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé en ce sens.</p>

Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 Mois


N° 4 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les prélèvements ont été effectués par un préleveur accrédité. Deux laboratoires ont effectué les analyses. Les deux laboratoires sont accrédités. L'exploitant indique que son prestataire a fait appel à 2 laboratoires différents afin de réduire les délais d'analyses.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : Sur les eaux pluviales, le prélèvement a été ponctuel sur chacun des 3 points de mesure. Pour les eaux usées, le site n'étant pas équipé de canaux de mesure, les échantillons ont été constitués par différents prélèvements asservis au temps.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier l'impossibilité de mesurer le débit sur les effluents d'eaux usées. Par ailleurs, afin de permettre une analyse plus pertinente des résultats, il est demandé à l'exploitant d'évaluer les débits rejetés et de partager sa méthodologie d'évaluation avec l'inspection.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 Mois


N° 6 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées aux 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention «non quantifiée» est précisée.
Constats : Les limites de quantification ont été respectées.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 7 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a saisi sous GIDAF les résultats des analyses conduites entre décembre 2023 et février 2024. L'inspection, après avoir pris connaissance des bulletins d'analyses, a identifié des erreurs de saisie. Par exemple, pour le point ENV.PLU.M22.002 - prélèvement de janvier 2024 - la concentration en PFOS est de 290 ng/L, et non de 290 µg/L comme indiqué sous GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de vérifier l'absence d'erreur des saisies sous GIDAF.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 8 : Respect VLE PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Qualité des rejets
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle.[...] 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) - n°CAS 45298-90-6 - Code Sandre 6561: 25 µg/l
Constats : Après vérification du bulletin d'analyse, la concentration en PFOS sur le point ENV.PLU.M22.002 est de 290 ng/L et non de 290 µg/L. La VLE de 25 µg/L est donc bien respectée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :